



CRISE ENERGETIQUE EUROPÉENNE, CRISE ÉLECTRIQUE FRANÇAISE....

Nous faisons face à une double crise de souveraineté énergétique et d'urgence climatique dans un contexte de guerre. L'énergie, le climat, la paix, l'alimentation et la sécurité sont des axes majeurs bouleversés par cette situation nouvelle.

CRISE ENERGETIQUE EUROPÉENNE

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a provoqué une crise énergétique européenne dont nous sommes loin de mesurer toutes les conséquences. 40 % des importations européennes de gaz naturel fossile et 20 % du pétrole viennent de Russie. 40 % de l'uranium des centrales nucléaires européennes provient de la Russie et du Kazakhstan. Cette dépendance est moindre pour la France qui n'importe que 20 % de son gaz de Russie et 13 % de son pétrole. L'uranium utilisé dans les centrales nucléaires françaises ne provient pas de Russie mais pour 20 % du Kazakhstan.

La guerre en Ukraine paralyse la disponibilité des ressources fossiles et fait s'envoler les prix même si la spéculation n'est pas absente de cette situation. La crise du gaz russe a incontestablement des répercussions multiples au niveau européen ainsi qu'au niveau mondial. Mais cette guerre fait aussi apparaître une dimension nouvelle avec la question du nucléaire au centre des menaces. L'Ukraine possède 15 réacteurs en fonctionnement sur 4 sites ; c'est le second parc nucléaire de l'Europe géographique, derrière la France. Les centrales nucléaires n'ont pas été conçues pour des zones de guerre ; leur protection était assurée par la dissuasion qui devait nous protéger de l'invasion d'un pays par un autre sur le continent européen ...

Les menaces de Poutine nous font basculer dans une autre logique...

CRISE ELECTRIQUE FRANCAISE

Si la responsabilité de la guerre est majeure dans la crise énergétique européenne, la crise électrique française est d'une autre nature. La France jadis exportatrice nette d'électricité (même si elle importait lors de pointes de consommation hivernales) est devenue importatrice et subit la flambée des prix sur le marché européen désorganisé.

Il y a deux explications à cette situation inédite : la première étant la baisse considérable de production de notre parc nucléaire ancien qui va produire autour de 300 TWh en 2022 au lieu de 417 TWh en 2015 ou de 393 TWh en 2018 ! L'écart est gigantesque... la seconde tient à l'insuffisance criante de développement des renouvelables éolien et solaire mais aussi dans une moindre mesure à la baisse la production hydraulique due à la sécheresse.

* La baisse de production nucléaire a plusieurs causes :

- D'abord un retard dans la maintenance, due principalement à la crise covid
- Les travaux de grand carénage (sécurisation des centrales avec les mesures post Fukushima)
- Les pannes
- Les réacteurs mis à l'arrêt pour corrosion

Sur nos 56 réacteurs seule la moitié a fonctionné durant l'été 2022.

On entend souvent évoquer la fermeture de la centrale de Fessenheim comme cause de tous nos malheurs ; les deux réacteurs représentaient une puissance de 1800 MW alors que nous avons importé cet été d'Allemagne, d'Espagne de Belgique... entre 6000 et 10 000 MW de puissance chaque jour. De plus de 2015 à 2018 sur les

1800 MW de Fessenheim seuls 1000 MW ont été disponibles. Le maintien de cette centrale fermée pour de multiples autres raisons n'était donc pas de nature à changer la donne. En réalité les 1800 MW de Fessenheim devaient être remplacés par les 1600 MW de l'EPR de Flamanville commencé en 2006 et toujours pas terminé. Nous sommes en 2022, le coût avoisine les 20 milliards d'euros et toujours pas un kwh de produit !

* **Pour ce qui est des renouvelables**, nous sommes le seul pays d'Europe à ne pas avoir atteint les objectifs fixés par la commission européenne ! Et cette situation nous amène à utiliser plus de gaz pour équilibrer notre mix électrique...

Nos objectifs français fixés par le Grenelle de l'environnement et la loi de Transition Energétique sont aussi très loin d'être atteints... retard dans l'éolien offshore, projets éoliens terrestres bloqués et lenteur de mise en place du photovoltaïque. Ces cinq dernières années, nous avons à peine construit la moitié de la puissance prévue dans la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) .

COMMENT PASSER L'HIVER ET LES SUIVANTS ?

En France le débat sur l'énergie est toujours compliqué et la confusion est souvent de mise... La situation de déficit de production nucléaire va se prolonger en 2023, 2024 voire 2025 selon EDF avec à peu près le même niveau de production (autour de 300 TWh). Face à cette situation le gouvernement nous a d'abord annoncé la construction de six EPR2, l'accélération des énergies renouvelables puis depuis peu la sobriété. Il faut bien comprendre que les six éventuels EPR ne produiront pas avant 2035 et ne sont donc pas une réponse à la crise immédiate.

Il ne nous reste donc que deux solutions : La sobriété conjuguée à tous les niveaux et le développement rapide et massif de l'éolien et du solaire qui sont faciles à mettre en place. 10 000 MW dorment dans les tiroirs et peuvent se construire dès maintenant.

Il est également impératif de lisser nos pointes de consommation pour ajuster au mieux notre consommation à la production.

* **Concrètement pour cet hiver** : en fonction de la production nucléaire de nos anciens réacteurs, nous allons importer de l'électricité par les réseaux interconnectés européens notamment d'Allemagne à qui en retour nous fournirons du gaz ! Ces importations seront au prorata du niveau des températures négatives et ne pourront guère dépasser 10 000 MW pour des raisons techniques.

- Ecowatt : RTE et Enedis en partenariat avec l'Ademe ont lancé le dispositif Ecowatt pour permettre à chacun d'agir sur sa consommation aux heures les plus critiques. L'information télévisée des prévisions météo et de la situation du réseau devraient devenir systématiques.

- Le décalage de la chauffe des ballons d'eau chaude peut aussi permettre d'économiser l'équivalent de 2500 MW par jour soit l'équivalent de la consommation de la ville de Paris.

- L'interruption rapide pendant quelques heures de la consommation de 14 grands sites industriels sous contrat avec RTE peut aussi contribuer à l'équilibre du réseau.

- Autre mesure : à la demande de RTE, Enedis peut aussi baisser la tension de 5 % sur le réseau de distribution passant de 220- 240 volts à 210-230 volts sans souci sur l'appareillage classique.

- Enfin si Ecowatt venait à virer au rouge en cas de grand froid, le délestage serait alors la mesure ultime avec des coupures de 2 heures maxi sur un territoire précis.

* **Et les hivers 2023, 2024... etc**

Plus que jamais, *l'heure est aux économies d'énergie, à l'efficacité énergétique et au développement des énergies renouvelables pour construire notre indépendance et notre sécurité énergétique (cf. scénarios RTE, ADEME, NEGAWATT etc.) et ce pas simplement dans l'électricité qui ne représente que 25 % de l'énergie même si sa part va augmenter avec les nouveaux usages .*

Poutine peut nous couper le gaz et le pétrole, nous menacer avec le nucléaire... mais il n'empêchera jamais le vent de souffler, le soleil de briller et la biomasse de se développer !